



# BELGIQUE

## HAUTS ET BAS DE L'EXTRÊME-DROITE

# #1

On ne peut analyser l'extrême-droite en Belgique sans signaler d'entrée que son histoire n'est pas la même en Flandres et en Wallonie. Aujourd'hui, elle a quasiment disparu de l'aire francophone alors qu'elle est en recul en Flandres.

### La groupuscularisation de l'extrême-droite en Belgique francophone

L'extrême-droite belge francophone a longtemps été structurée par le Front National, fondé en 1985 par Daniel Féret. Ce parti est issu de trois groupuscules : le Mouvement Social Nationaliste, l'Union pour une nouvelle Démocratie et le groupe Delta. Autour de 1990, il a été rejoint par la majorité des dirigeants du Front de la jeunesse et du Parti des Forces Nouvelles.

Jusqu'en 2007, le parti est contrôlé d'une main de fer par son fondateur, ce qui provoque de nombreuses dissidences. Mais, à la suite des ennuis judiciaires de Daniel Féret, le parti éclate avant de tenter de se réunifier en 2011 sous la présidence de Charles Pire, avec le soutien du FN français. Mais Charles Pire décède l'année suivante. Le FN français décide alors de mettre fin à l'autorisation d'usage du nom et du sigle. C'est la fin du FN belge, même si différents groupuscules ou partis nés des dissensions passées (Force nationale, Nation...) se réclament de son héritage, à vrai dire assez pauvre. Il n'en est pas de même de l'extrême-droite néerlandophone.

### Flux et reflux de l'extrême droite en Flandres

L'extrême-droite belge néerlandophone a longtemps été dominée par une puissante organisation : le Vlaams Blok (le « Bloc flamand »), devenu le 15 novembre 2004 le Vlaams Belang (« Intérêt flamand »). Nous utiliserons le sigle VB.

Le VB fait partie des partis nationaux-populistes qui se sont développés en Europe à partir des années 70 à partir de l'affirmation de positions libérales et hostiles à l'immigration tout en se situant en continuité avec l'extrême-droite belge d'avant 1945. Il est né en 1978 suite à des scissions du parti nationaliste flamand Volksunie, dont une partie des membres n'acceptent pas la participation à une coalition gouvernementale jugée trop francophone. Il se revendique ouvertement du nationalisme flamand des années 30 c'est-à-dire d'un nationalisme ethnique devant aboutir à une Europe des régions ethniques, fondé sur l'idée d'une hié-



en chiffres

- POPULATION : **11,3 M d'habitants**
- PRINCIPAL PARTI D'EXTRÊME-DROITE : **VB Vlaams Belang («intérêt flamand»)**
- SCORE AUX LEGISLATIVES 2014 : **3,7 %** ↘
- PERSONNALITE POLITIQUE : **Filip Dewinter**

-archie des peuples et où les droits de l'individu sont soumis aux intérêts du corps de la nation. Ce radicalisme est cependant tempéré par l'acceptation d'un certain cadre européen, en particulier du marché unique européen (à condition que ce marché se protège de l'extérieur). Mais cette idéologie nationaliste flamande, profondément raciste, le VB va parvenir dans les années 90 à l'exprimer dans un vocabulaire et une thématique nouveaux qui vont séduire de nombreux électeurs issus des milieux catholiques et des classes populaires.

Cet effort, que l'on peut qualifier de stratégie de dédramatisation sémantique (proche de celle pratiquée par Marine Le Pen), est rendu nécessaire par l'ostracisation dont est victime le VB dans les années 90 tant de la part des autres partis politiques que des médias. Dans les années 2000, elle va sembler gagnante : à partir de 2003, le « cordon sanitaire » est mis à mal ! Des hommes de droite tendent en effet la main au VB en lui demandant de se montrer responsable en entrant dans le jeu des combinaisons politiques. Cette main tendue est soutenue par certains intellectuels, impressionnés par les succès électoraux du VB qui, en 2004, obtient 23,2% aux élections européennes en Flandre. C'est dans ce cadre qu'il faut noter la rencontre en 2000 entre le leader du VB, Filip Dewinter, et des responsables de la communauté juive d'Anvers, inquiets de la multiplication d'actes antisémites perpétrés par des jeunes issus de l'immigration arabo-musulmane.

Cependant, le VB n'arrive pas entièrement à contrôler sa base militante et sa sphère sympathisante. Trois de ses associations proches sont ainsi condamnées pour racisme. C'est à ce moment là, pour faire face aux risques judiciaires et économiques, qu'a lieu le changement de nom en 2004.



Ce changement traduit aussi une inflexion idéologique : le racisme se centre sur la dénonciation de l'islam et des musulmans, le libéralisme est encore accentué.

Dans un premier temps, l'évolution ne semble pas nuire au parti : en 2006, le VB devient le premier parti à Anvers. Mais, à partir de la deuxième moitié des années 2000, il connaît un décrochage électoral persistant au bénéfice de la N-VA, parti né en 2001 de la décomposition de la Volksunie, qui affirme un nationalisme flamand plus bourgeois et davantage intégré au système politique belge.

En 2014, le VB subit même un véritable effondrement électoral : alors qu'en 2010, il obtenait encore 7,8% aux élections fédérales, il tombe à 3,7% en 2014 perdant 9 sièges au Parlement (il n'en conserve que 3). Aux élections provinciales, la même année, il obtient 5,9% en Flandres, 5,6% dans la région Bruxelles-Capitale. Enfin, toujours en 2014, il obtient 5,59% aux élections européennes, soit un seul député (contre 2 en 2009). La N-VA est le grand vainqueur des élections législatives de 2014. Elle parvient à former une coalition avec les chrétiens-démocrates flamands et les libéraux flamands et francophones. Nombre de ministères clés reviennent aux nationalistes flamands, dont le secrétariat d'Etat à l'Immigration, mais c'est un libéral francophone qui prend la tête du gouvernement, Charles Michel. Ce dernier va réussir à surmonter les contradictions internes à sa majorité sur le partage des compétences

entre les différentes régions (Wallonie, Flandres, Bruxelles) malgré l'opposition syndicale à sa politique économique et sociale libérale qui se remarque par d'importantes grèves et manifestations en 2014-2015. Enfin, il doit faire face à l'offensive djihadiste qui frappe son pays ainsi que la France en 2015-2016. Cette dernière a échoué à créer en Belgique un développement plus important du populisme islamophobe.

### **L'échec de l'implantation de Pegida en 2015-2016**

Comme on le sait Pegida est né en Allemagne, à Dresde, en Novembre 2014, mobilisant des milliers d'Allemands sur le rejet de l'islam et pour une démocratie plus directe. En Belgique (mais aussi en France avec Renaud Camus et Riposte laïque), des initiatives ont été prises pour implanter ce racisme anti musulman dans le contexte des attentats djihadistes. A la manœuvre, on trouve Hans Dubois, ancien militant des groupes néo-nazis Voorpost et ODIN, un élu VB de la ville de Deurne, l'essayiste Wim Van Rooy, compagnon de route du VB et son fils (ancien collaborateur du député néerlandais Geert Wilders). Deux jours après l'assaut donné contre un groupe islamiste radical, les Pegida wallon et flamand ont voulu organiser des manifestations hostiles aux musulmans. Ces manifestations ont été immédiatement interdites sans que personne dans les populations belges ne proteste. Il faut noter qu'à Anvers la manifestation est interdite par Bart De Wever, maire de la ville et leader de la N-VA. Hors de question pour ce dernier de se laisser déborder sur sa droite. Pegida ne s'implantera pas en Belgique.

### **Conclusion**

**Au total, la décennie 2010 aura été celle d'un recul important de l'extrême droite en Belgique, même si en 2018, face aux dissensions qui augmentent au sein de la majorité, jusqu'à la faire éclater à la fin de l'année sur la question migratoire (le pacte de Marrakech), les résultats électoraux du VB sont de nouveau orientés à la hausse : 14,2% aux élections municipales et provinciales à Anvers (contre 10,86% en 2012), 8,6% dans le Brabant flamand (6,7% en 2012), 14,1% en Flandre occidentale (7,7% en 2012), 14,2% en Flandre orientale (9,3% en 2012), 14,2% dans le Limbourg (9% en 2012).**

**A la différence de « l'Alliance Nationale » aujourd'hui disparue de la scène politique italienne, la mue du Vlams Belang est moins profonde. Si elle devait se poursuivre, ce parti risquerait de perdre définitivement sa charge subversive, au profit de la N-VA, parti de droite nationaliste plus intégré au système et donc jugé plus crédible par nombre d'électeurs.**

**Ces exemples prouvent à contrario l'intelligence stratégique de la direction mariniste du RN français, sa capacité à renouveler le langage du parti sans véritablement toucher à son idéologie.**



[www.visa-isa.org](http://www.visa-isa.org)



@assovisa



association visa



**Vous voulez en savoir plus ?  
Retrouvez un dossier encore plus  
complet sur notre site.**